

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 juni 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2002;

Gelet op het protocol van 12 juli 2002 van het Onderhandelingscomité van Sector IX;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport en van de Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk J - « Personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat » van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra, wordt de rubriek « Adviseur-Directeur, werkleider voor de adviseurs » aangevuld met de woorden « of werkleider voor de psycho-pedagogische discipline ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1979.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Statuut van de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE



F. 2002 — 2989

[C - 2002/29420]

18 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment ses articles 19 tel que modifié par les décrets du 19 juillet 2001 et du 27 mars 2002, 20, 21, 23, 24 tel que modifié par le décret du 19 juillet 2001 et 25;

Vu les propositions de la Commission permanente de la promotion et de la sélection;

Vu les protocoles du comité de négociation de secteur IX du 10 septembre 2001 et du 18 juillet 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 août 2001;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est essentiel de reprendre au plus vite l'organisation des formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et sélection pour qu'à l'issue de celles-ci, des nominations à ces fonctions puissent à nouveau avoir lieu;

Qu'en effet, actuellement, la qualité de l'enseignement de la Communauté française souffre d'un déficit de personnel nommé et par conséquent stabilisé dans les emplois de promotion et de sélection;

Considérant que dans son avis du 24 avril 2002 sur le présent projet d'arrêté, le Conseil d'Etat a notamment considéré que le projet d'arrêté était prématuré tant que les profils de fonction n'auraient pas été définis par le Gouvernement conformément à l'article 18 du décret du 4 janvier 1999;

Que suite à cette remarque, le Gouvernement a adopté le 4 juillet 2002 un arrêté précisant les attributions et définissant les profils de fonctions des titulaires d'une fonction de sélection ou de promotion;

Qu'il est dès lors possible de continuer la procédure d'adoption du présent projet d'arrêté;

Qu'il convient néanmoins de le soumettre à nouveau pour avis au Conseil d'Etat, étant donné les modifications qui y ont été apportées suite aux propositions de la Commission permanente de promotion et de sélection;

Vu l'avis n° 33.819/2 donné le 16 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des premières sessions de formation visées aux articles 19, 20 et 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, des dispenses et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Article 1^{er}. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 3 modules de 4 jours chacun.

§ 2. Les deux premiers modules sont communs à l'ensemble des fonctions visées à l'article 19 du décret.

Le premier module a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° la prise de parole en public qui consiste à s'entraîner à la prise de parole et à en mesurer l'impact;

3° la conduite et la motivation des groupes qui comprend :

- a) la compréhension du mécanisme de la motivation;
- b) la maîtrise de l'art de communiquer.

Le second module a pour objet :

1° la gestion des conflits qui comprend :

- a) la distinction entre les niveaux et les types de conflits;
- b) l'identification de ses modes d'actions en situations conflictuelles;
- c) la découverte et l'expérimentation d'autres modes de réaction;

2° les techniques de négociation en s'exerçant à utiliser les processus de négociation comme moyens d'actions adaptés;

3° la prise de décision qui comprend :

- a) la compréhension des modes de prise de décisions;
- b) l'exercice à utiliser les processus de prise de décisions comme moyens d'actions adaptés.

§ 3. Le troisième module est organisé, d'une part, pour les fonctions de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance, de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et d'administrateur et, d'autre part, pour les différentes fonctions d'inspecteur.

Le module de formation relatif aux fonctions de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance, de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et d'administrateur a pour objet :

1° l'animation du conseil de participation qui consiste à :

- a) mettre en place une participation démocratique;
- b) faire fonctionner le conseil de participation et en évaluer le fonctionnement;

2° les techniques d'évaluation du personnel qui touchent :

- a) aux aptitudes relationnelles et personnelles;
- b) aux responsabilités de la direction;

3° les techniques d'évaluation de sa propre action;

4° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (associations de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations,...).

Le module de formation relatif aux fonctions d'inspecteur a pour objet :

1° les techniques d'évaluation du personnel;

2° les techniques d'évaluation de sa propre action;

3° les techniques relationnelles dans la perspective du contrôle, de l'enquête, de l'audit;

4° les techniques de contrôle, de conseil, d'information du personnel;

5° la gestion des groupes de travail;

6° les techniques de créativité.

§ 4. La formation a une durée totale de 12 jours de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 2. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 3 modules de 4 jours chacun.

§ 2. Les deux premiers modules sont communs à l'ensemble des fonctions visées à l'article 20 du décret.

Le premier module a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° la prise de parole en public qui consiste à s'entraîner à la prise de parole et à en mesurer l'impact;

3° la conduite et la motivation des groupes qui comprend :

- a) la compréhension du mécanisme de la motivation;
- b) la maîtrise de l'art de communiquer.

Le second module a pour objet :

1° la prise de décision qui comprend :

- a) la compréhension des modes de prise de décisions;
- b) l'exercice à utiliser les processus de prise de décisions comme moyens d'actions adaptés.

2° la gestion des conflits qui comprend :

- a) la distinction entre les niveaux et les types de conflits;
- b) l'identification de ses modes d'actions en situations conflictuelles;
- c) la découverte et l'expérimentation d'autres modes de réaction.

§ 3. Le troisième module est organisé, d'une part, pour la fonction de chef de travaux d'atelier et, d'autre part, pour la fonction de chef d'atelier.

L'un et l'autre modules ont pour objet :

1° l'animation du Conseil de participation et en particulier la mise en place d'une participation démocratique;

2° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école, en particulier du monde de l'entreprise;

3° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

§ 4. La formation a une durée totale de 12 jours de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 3. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules de 3 jours chacun.

§ 2. Le premier module est commun aux deux fonctions visées à l'article 21 du décret. Il a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° les techniques d'accueil.

§ 3. Le deuxième module est organisé, d'une part, pour la fonction de secrétaire de direction et, d'autre part, pour la fonction d'éducateur-économiste.

Le module de formation relatif à la fonction de secrétaire de direction a pour objet :

1° les techniques d'entretien;

2° la gestion des conflits;

3° la notion de secret et la déontologie du secrétariat.

Le module de formation relatif à la fonction d'éducateur-économiste a pour objet :

1° la gestion des ressources humaines;

2° les techniques de négociation;

3° la conduite et la motivation des groupes;

4° la prise de décision;

5° la gestion des conflits.

Art. 4. § 1^{er}. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la première session de formation aux détenteurs des brevets suivants :

— directeur dans l'enseignement secondaire inférieur non nommé à la fonction à la date du 20 mai 1999;

— lauréat des épreuves d'aptitudes à la fonction d'inspecteur non nommé à cette fonction et qui ne possède pas le brevet de directeur;

— chef de travaux d'atelier;

— administrateur.

§ 2. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la première session de formation à la fonction de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance, aux candidats qui ont déjà suivi la première session de formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 et qui ont été déclarés admissibles à l'issue de l'épreuve.

§ 3. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la première session de formation prévue à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 aux candidats qui ont déjà suivi la première session de formation visée à l'article 19 du même décret et qui ont été déclarés admissibles à l'issue de l'épreuve.

Art. 5. L'épreuve sanctionnant la première session de formation aux fonctions visées aux articles 19, 20 et 21 du décret est organisée comme suit :

1° Tous les candidats qui ont suivi la formation reçoivent une attestation de formation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la formation sont admis à présenter l'épreuve.

2° L'épreuve consiste en un entretien. Celui-ci, sur base des thèmes des modules de formation visés aux articles 1^{er}, 2 ou 3 selon le brevet à conférer, est destiné à s'assurer que les candidats possèdent, en ce qui concerne les aptitudes relationnelles, le profil de la fonction tel qu'il a été défini dans l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, et qu'ils ont acquis une méthode d'évaluation de leur propre action.

CHAPITRE II. — *Des deuxième sessions de formation visées aux articles 19, 20 et 21 du décret du 4 janvier 1999 précité et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Art. 6. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules.

§ 2. Les thèmes du premier module sont les suivants :

1. Les objectifs généraux de l'éducation et leur mise en œuvre
2. Les socles de compétence
3. Les compétences terminales
4. Les profils de formation
5. Les compétences transversales
6. La pédagogie différenciée
7. L'évaluation formative et certificative
8. Les courants actuels de la pédagogie
9. L'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit
10. Les discriminations positives
11. La prévention de la violence
12. La problématique des élèves majeurs.

Le thème du deuxième module est l'évaluation de l'efficacité des membres du personnel et, selon les fonctions, l'évaluation d'une séquence pédagogique comprenant la critique de la leçon, les remarques faites au professeur, les conseils données en conséquence, les suggestions faites et l'appréciation de la leçon et du professeur.

§ 3. La formation est organisée séparément, sauf indication contraire reprise ci-après, pour les fonctions de :

- 1° directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale;
- 2° préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur;
- 3° proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur;
- 4° administrateur;
- 5° inspecteur;
- 6° coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance.

§ 4. 1° La formation pour les fonctions de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale comporte 6 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module;
- 4 jours pour le deuxième module.

2° La formation pour les fonctions de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur comporte 6 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module;
- 4 jours pour le deuxième module.

3° La formation pour les fonctions de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur comporte 4 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module – cette formation est organisée en commun avec celle destinée aux candidats visés au point 2° ci-avant;
- 2 jours pour le deuxième module consacrés à l'évaluation de l'efficacité des membres du personnel auxiliaire d'éducation.

4° La formation pour la fonction d'administrateur comporte 4 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module;
- 2 jours pour le deuxième module consacrés à l'évaluation de l'organisation d'un internat sur le plan pédagogique et aux relations avec le personnel auxiliaire d'éducation et le personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

5° La formation pour la fonction d'inspecteur comporte 6 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module;
- 4 jours pour le deuxième module.

6° La formation pour la fonction de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance comporte 4 jours, répartis comme suit :

- 2 jours pour le premier module;
- 2 jours consacrés à l'évaluation de l'efficacité des accompagnateurs du centre.

Les journées de formation ont une durée de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 7. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules.

§ 2. Les thèmes du premier module sont les suivants :

1. Les objectifs généraux de l'éducation et leur mise en œuvre
2. Les compétences transversales
3. La pédagogie différenciée
4. L'enseignement spécial et l'enseignement à horaire réduit
5. La prévention de la violence
6. La problématique des élèves majeurs.
7. L'évaluation formative et certificative
8. Les discriminations positives

La formation est commune aux deux fonctions visées à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 et comporte 2 jours.

§ 3. Les thèmes du deuxième module sont les suivants :

1. Les profils de formation
2. La formation en alternance
3. La gestion du travail en atelier
4. Les stages en entreprise.

La formation comporte 2 jours pour la fonction de chef d'atelier et 4 jours pour la fonction de chef de travaux d'atelier. Elle est organisée séparément pour ces deux fonctions.

Les journées de formation ont une durée de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 8. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en deux modules. Ces modules sont organisés, d'une part, pour la fonction de secrétaire de direction et, d'autre part, pour la fonction d'éducateur-économiste.

§ 2. Le premier module a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires et le développement des capacités de gestion administrative.

Pour la fonction d'éducateur-économiste, il s'agit notamment des dispositions, en rapport avec la fonction, relatives à la comptabilité, à la réglementation en matière de marchés publics, à la sécurité et l'hygiène, à la gestion des restaurants scolaires, au personnel administratif et ouvrier, statutaire ou contractuel et au comité de concertation de base;

Pour la fonction de secrétaire de direction, il s'agit notamment des dispositions, en rapport avec la fonction, relatives au statut du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation, au régime des congés, au règlement organique des établissements scolaires, aux documents administratifs concernant les membres du personnel, à quelques éléments du « décret missions » et au comité de concertation de base.

Le deuxième module a pour objet la maîtrise des outils informatiques utilisés dans l'exercice de leur fonction.

§ 3. Chaque module comporte 4 jours de formation.

Les journées de formation ont une durée de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 9. L'épreuve sanctionnant la deuxième session de formation aux fonctions visées aux articles 19, 20 et 21 du décret est organisée comme suit :

1° Tous les candidats qui ont suivi la formation reçoivent une attestation de formation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la formation sont admis à présenter l'épreuve.

2° L'épreuve pour les candidats aux fonctions visées à l'article 19 est conçue comme suit :

a) Pour les candidats aux fonctions de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, l'épreuve consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité et en une critique orale de leçon;

b) Pour les candidats aux fonctions de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, l'épreuve consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité et en une critique orale d'une leçon hors de la spécialité du candidat;

c) Pour les candidats aux fonctions de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, l'épreuve consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité;

d) Pour les candidats à la fonction d'administrateur, l'épreuve consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité et en une critique orale de l'organisation d'un internat sur le plan pédagogique;

e) Pour les candidats à la fonction d'inspecteur, l'épreuve consiste, d'une part, en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité et en une critique orale d'une leçon dans la(les) discipline(s) du candidat, et d'autre part, en une critique écrite d'une leçon dans la(les) discipline(s) du candidat;

f) Pour les candidats à la fonction de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance, l'épreuve consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité;

3° L'épreuve pour les candidats aux fonctions visées à l'article 20 consiste en un entretien relatif aux deux modules de formation qui devra permettre au jury de vérifier en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité.

4° L'épreuve pour les candidats aux fonctions visées à l'article 21 consiste en un entretien relatif au premier module de formation qui devra permettre au jury de vérifier, en ce qui concerne les aptitudes pédagogiques, si le candidat possède le profil de la fonction tel qu'il a été défini par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet précité et en une épreuve pratique relative au deuxième module.

CHAPITRE III. — *Des troisièmes sessions de formation visées aux articles 19 et 20 du décret du 4 janvier 1999 précité et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Art. 10. § 1^{er}. La troisième session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'enseignement de la Communauté française et au personnel de l'enseignement de la Communauté française et à développer des capacités de gestion administrative.

Les matières législatives et réglementaires seront, notamment, relatives à l'organisation de l'enseignement fondamental, secondaire et spécial, aux marchés publics, au contrôle administratif et budgétaire, au statut du personnel directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique, social et du personnel du service d'inspection, au statut des maîtres et professeurs de religion, au statut du personnel administratif et ouvrier et aux contrats du personnel ouvrier.

§ 2. La formation est organisée séparément pour les candidats aux fonctions de :

- 1° directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et comporte 4 jours;
- 2° préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur et comporte 6 jours;
- 3° proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur et comporte 3 jours;
- 4° administrateur et comporte 4 jours;
- 5° inspecteur et comporte 4 jours;
- 6° coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance et comporte 3 jours.

Les journées de formation ont une durée de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 11. § 1^{er}. La troisième session de formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 pour les fonctions de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'exercice de leur fonction.

Les matières législatives et réglementaires seront, notamment, relatives à des éléments du statut du personnel directeur et enseignant et de la réglementation en matière de marchés publics, à la sécurité et l'hygiène, à la réglementation des travaux pour tiers et à l'organisation des épreuves de qualification.

§ 2. La formation est commune aux deux fonctions visées et comporte 4 jours. Les journées de formation ont une durée de 6 à 8 heures.

La formation est organisée, en priorité, les week-ends et lors des congés de détente et des vacances scolaires.

Art. 12. L'épreuve sanctionnant la troisième session de formation aux fonctions visées aux articles 19 et 20 du décret est organisée comme suit :

1° Tous les candidats qui ont suivi la formation reçoivent une attestation de formation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la formation sont admis à présenter l'épreuve;

2° Une épreuve écrite et à livre ouvert qui porte sur les matières législatives et réglementaires visées respectivement aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *De la constitution des jurys*

Art. 13. Il est constitué 12 jurys afin de délivrer les brevets de :

1. préfet des études, directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
2. inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou inspecteur dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire;
3. inspecteur de l'enseignement maternel, inspecteur de l'enseignement primaire, inspecteur de morale dans l'enseignement primaire et inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;
4. inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation et inspecteur du personnel paramédical;
5. directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire, directeur d'école fondamentale;
6. administrateur;
7. proviseur, sous-directeur, sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur;
8. chef d'atelier;

9. chef de travaux d'atelier;
10. secrétaire de direction;
11. éducateur-économe;
12. coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance.

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique, désignent, chacun en ce qui le concerne, le président parmi les membres de chacun des jurys précités.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 14. Les membres des personnels directeur et enseignant et auxiliaire d'éducation candidats à l'accès aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19 et 21 du décret du 4 janvier 1999 précité et qui ont été déclarés admissibles à l'issue de l'épreuve sanctionnant la première session de formation aux fonctions susvisées sont réputés avoir réussi l'épreuve relative à la première session de formation.

Art. 15. § 1^{er}. Les membres des personnels directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation et paramédical qui ont suivi une première session de formation sans avoir été déclarés admissibles à l'issue de l'épreuve la sanctionnant et qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins à 90 % cette première session de formation sont dispensés d'y participer à nouveau.

§ 2. Les membres du personnel directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation et paramédical susvisés sont toutefois tenus de présenter l'épreuve sanctionnant ladite première session de formation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 organisant les formations de la première session des fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23 et 24 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 2001 organisant les formations de la deuxième session des fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, de la troisième session des fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19 et 20, et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23 et 24 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection sont abrogés.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 2989

[C — 2002/29420]

18 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op de artikelen 19 zoals gewijzigd bij de decreten van 19 juli 2001 en 27 maart 2002, 20, 21, 23, 24 zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 en 25;

Gelet op de voorstellen van de Vaste Commissie voor bevordering en selectie;

Gelet op de protocollen van het onderhandelingscomité van sector IX van 10 september 2001 en 18 juli 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 augustus 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat het essentieel is zo vlug mogelijk deze vormingen van verscheidene sessies betreffende de bevorderings- en selectieambten opnieuw te organiseren opdat op het einde van deze vormingen benoemingen tot die ambten opnieuw kunnen plaatshebben;

Dat de kwaliteit van het onderwijs van de Franse Gemeenschap tegenwoordig immers lijdt onder een tekort aan personeel dat benoemd en dus gestabiliseerd is in de betrekkingen voor bevordering en selectie;

Dat in het advies dat hij op 24 april 2002 over dit ontwerp van besluit gegeven heeft, de Raad van State inzonderheid gesteld heeft dat het ontwerp van besluit voorbarig was zolang de ambtsprofielen niet zouden bepaald zijn door de Regering overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999;

Dat na deze opmerking, de Regering op 4 juli 2002 een besluit heeft goedgekeurd dat de bevoegdheden en de profielen van de ambten van de titularissen van een bevorderings- of selectieambt bepaalt;

Dat het dus mogelijk is de procedure voor de goedkeuring van dit ontwerp van besluit voort te zetten;

Dat het evenwel opnieuw voor advies aan de Raad van State moet worden voorgelegd, gelet op de wijzigingen die gevoerd zijn na de voorstellen van de Vaste Commissie voor bevordering en selectie;

Gelet op het advies nr. 33.819/2 gegeven op 16 juli 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E., van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De eerste vormingssessies bepaald in de artikelen 19, 20 en 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, de vrijstellingen en de proef die de betrokken vormingen bekrachtigt*

Artikel 1. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt verdeeld over drie modules van elk vier dagen.

§ 2. De eerste twee modules zijn gemeenschappelijk voor het geheel van de ambten bedoeld in artikel 19 van het decreet.

De eerste module heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° in het openbaar het woord te voeren bestaande in het oefenen van het woord te voeren en de gevolgen ervan te evalueren;

3° de leiding en de motivatie van de groepen bestaande uit :

- a) het verstaan van het motivatiemechanisme;
- b) het beheersen van de communicatiekunst.

De tweede module heeft als doel :

1° het beheersen van conflicten bestaande uit :

- a) het onderscheiden van de niveaus en types conflicten;
- b) het identificeren van zijn handelingswijzen in conflictgevallen;
- c) het ontdekken en het experimenteren van andere reactiewijzen;

2° de onderhandelings technieken, door te oefenen de onderhandelingsprocessen te gebruiken als aangepaste actiemiddelen;

3° de besluitvorming bestaande uit :

- a) het verstaan van de wijzen van besluitvorming;
- b) het oefenen voor het aanwenden van processen voor de besluitvorming als aangepaste actiemiddelen.

§ 3. De derde module wordt enerzijds georganiseerd voor de ambten van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs, coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, directeur in het kleuter-, lager of basisonderwijs en administrator en, anderzijds voor de verschillende ambten van inspecteur.

De vormingsmodule voor de ambten van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs, van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, van directeur in het kleuter-, lager of basisonderwijs en bestuurder heeft als doel :

1° de animatie van de participatieraad die tot doel heeft :

- a) een democratische medewerking tot stand brengen;
- b) het in werking stellen van de participatieraad en het evalueren van de werking;

2° de technieken voor de evaluatie van het personeel betreffende :

- a) de relationele en persoonlijke vaardigheden;
- b) de verantwoordelijkheden van de directie;

3° de technieken voor de evaluatie van zijn eigen actie;

4° de integratie van de opvoedingsactie van de partners buiten de school (ouderverenigingen, diensten voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen,...).

De vormingsmodule betreffende de ambten van inspecteur heeft als doel :

1° de technieken voor de evaluatie van het personeel;

2° de technieken voor de evaluatie van zijn eigen actie;

3° de relatietechnieken met het oog op controle, onderzoek en audit;

4° de technieken voor controle, raadgeving, informatie van het personeel;

5° het beheer van de werkgroepen;

6° de technieken van creativiteit.

§ 4. De vorming duurt in het totaal twaalf dagen van 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende de ontspanningsverlofdagen en schoolvakantie georganiseerd.

Art. 2. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt verdeeld over drie modules van elk vier dagen.

§ 2. De eerste twee modules zijn gemeenschappelijk voor het geheel van de ambten bedoeld in artikel 20 van het decreet.

De eerste module heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° in het openbaar het woord te voeren dat bestaat in het oefenen van het woord te voeren en de gevolgen ervan te evalueren;

3° de leiding en de motivatie van de groepen bestaande uit :

- a) het verstaan van de motivatiemechanismen;
- b) het beheersen van de communicatiekunst.

De tweede module heeft als doel :

1° de besluitvorming bestaande uit :

- a) het verstaan van de wijzen van besluitvorming;
- b) het oefenen voor het gebruiken van besluitvormingsprocessen als aangepaste actiemiddelen.

2° het beheersen van de conflicten bestaande uit :

- a) het onderscheid tussen de niveaus en types conflicten;
- b) de identificatie van zijn actiewijzen in conflictgevallen;
- c) de ontdekking en het experimenteren van andere reactiewijzen;

§ 3. De derde module wordt enerzijds georganiseerd voor het ambt van werkplaatsleider en anderzijds voor het ambt van werkmeester.

De twee modules hebben als doel :

1° de animatie van de Participatieraad en in het bijzonder het tot stand brengen van een democratische medewerking;

2° de integratie van de opvoedingsactie van de partners die niet tot de school behoren, in het bijzonder de wereld van het bedrijfsleven;

3° de verwerving van een methode voor de evaluatie van zijn eigen actie.

§ 4. De vorming duurt in totaal twaalf dagen van 6 tot 8 uur.

De vorming wordt vooral 's weekends en tijdens de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 3. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld in artikel 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten wordt verdeeld over twee modules van drie dagen elk.

§ 2. De eerste module is gemeenschappelijk voor de twee ambten bedoeld in artikel 21 van het decreet. Hij heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° de onthaaltechnieken.

§ 3. De tweede module wordt enerzijds georganiseerd voor het ambt van directiesecretaresse en anderzijds voor het ambt van opvoeder-huismeester.

De vormingsmodule betreffende het ambt van directiesecretaresse heeft als doel :

1° de onderhoudstechnieken;

2° het beheersen van conflicten;

3° de betekenis van het geheim en de gedragscode van het secretariaat.

De vormingsmodule betreffende het ambt van opvoeder-huismeester heeft als doel :

1° human resources management;

2° de onderhandelingstechnieken;

3° de leiding en de motivatie van de groepen;

4° de besluitvorming;

5° het beheersen van conflicten.

Art. 4. § 1. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegestaan voor de eerste vormingssessie aan de houders van de volgende brevetten :

- directeur in het lager secundair onderwijs, niet benoemd in het ambt op 20 mei 1999;
- geslaagd voor de bekwaamheidsproeven voor het ambt van inspecteur, niet benoemd voor dat ambt en geen houder van het brevet van directeur;
- werkplaatsleider;
- bestuurder.

§ 2. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegestaan voor de eerste vormingssessie voor het ambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming aan de kandidaten die reeds de eerste vormingssessie gevolgd hebben bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 en die toelaatbaar zijn verklaard op het einde van de proef.

§ 3. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegekend voor de eerste vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 aan de kandidaten die reeds de eerste vormingssessie gevolgd hebben bedoeld in artikel 19 van hetzelfde decreet en die toelaatbaar zijn verklaard op het einde van de proef.

Art. 5. De proef die de eerste vormingssessie bekrachtigt voor de ambten bedoeld in de artikelen 19, 20 en 21 wordt als volgt georganiseerd :

1° Alle kandidaten die de vorming gevolgd hebben, krijgen een vormingsattest. Slechts de kandidaten die een attest overleggen dat bevestigt dat ze effectief minstens 75 % van de vorming gevolgd hebben, worden toegelaten de proef af te leggen.

2° De proef bestaat in een gesprek. Dat gesprek is gebaseerd op de thema's van de vormingsmodules bedoeld in de artikelen 1, 2 of 3 volgens het uit te reiken brevet en heeft tot doel zich ervan te vergewissen dat de kandidaten, wat betreft de relationele vaardigheden, over het ambtsprofiel beschikken zoals bepaald in het besluit van de Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, en dat ze een methode hebben verworven voor de evaluatie van hun eigen actie.

HOOFDSTUK II. — De tweede vormingssessies bedoeld in de artikelen 19, 20 en 21 van voornoemd decreet van 4 januari 1999 en de proef die deze vormingen bekrachtigt

Art. 6. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt verdeeld over twee modules.

§ 2. De thema's van de eerste module zijn de volgende :

1. De algemene doelstellingen van onderwijs en de uitvoering ervan
2. De basisvaardigheden
3. De eindvaardigheden
4. De vormingsprofielen
5. De transversale vaardigheden
6. De gedifferentieerde pedagogie
7. De vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift
8. De huidige pedagogie
9. Het buitengewoon onderwijs en het onderwijs met beperkt leerplan
10. De positieve discriminatie
11. Preventie van geweld
12. Het probleem van de meerderjarige leerlingen.

Het thema van de tweede module is de evaluatie van de doeltreffendheid van de personeelsleden en naargelang van de ambten, de evaluatie van een pedagogische sequens bestaande uit de kritiek op de les, de opmerkingen aan de leraar, de dientengevolge gegeven adviezen, de voorstellen en de beoordeling van de les en de leraar.

§ 3. De vorming wordt apart georganiseerd, tenzij anders wordt bepaald zoals hieronder opgenomen strijdige indicatie voor de ambten van :

- 1° directeur van een kleuter-, lagere of basisschool;
- 2° studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs;
- 3° provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs;
- 4° bestuurder;
- 5° inspecteur;
- 6° coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming.

§ 4. 1° De vorming voor de ambten van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool bedraagt zes dagen, als volgt verdeeld :

- 2 dagen voor de eerste module;
- 4 dagen voor de tweede module.

2° De vorming voor de ambten van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs bedraagt zes dagen, als volgt verdeeld :

- 2 dagen voor de eerste module;
- 4 dagen voor de tweede module.

3° De vorming voor de ambten van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs bedraagt vier dagen als volgt verdeeld :

— 2 dagen voor de eerste module – deze vorming wordt gemeenschappelijk georganiseerd met deze voor de in punt 2°) bedoelde kandidaten;

— 2 dagen voor de tweede module besteed aan de evaluatie van de doeltreffendheid van de leden van het opvoedend hulp personeel.

4° De vorming voor het ambt van bestuurder bedraagt vier dagen als volgt verdeeld :

— 2 dagen voor de eerste module;

— 2 dagen voor de tweede module besteed aan de evaluatie van de organisatie van een internaat op pedagogisch vlak en aan de betrekkingen met het opvoedend hulp personeel en het meesters-, vak- en dienst personeel.

5° De vorming voor het ambt van inspecteur bedraagt zes dagen, als volgt verdeeld :

— 2 dagen voor de eerste module;

— 4 dagen voor de tweede module.

6° De vorming voor het ambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming bedraagt 4 dagen, als volgt verdeeld :

— 2 dagen voor de eerste module;

— 2 dagen besteed aan de evaluatie van de doeltreffendheid van de begeleiders van het centrum.

De vormingsdagen duren 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 7. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt over twee modules verdeeld.

§ 2. De thema's van de eerste module zijn de volgende :

1. De algemene doelstellingen van onderwijs en de uitvoering ervan
2. De transversale vaardigheden
3. De gedifferentieerde pedagogie
4. Het buitengewoon onderwijs en het onderwijs met beperkt leerplan
5. Preventie van geweld
6. Het probleem van de meerderjarige leerlingen.
7. De vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift
8. De positieve discriminatie

De vorming is gemeenschappelijk voor de twee ambten bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 en bedraagt twee dagen.

§ 3. De thema's van de tweede module zijn de volgende :

1. De vormingsprofielen
2. De alternerende vorming
3. Het beheer van het werk op een werkplaats
4. De stages in een onderneming.

De vorming bedraagt twee dagen voor het ambt van werkmeester en vier dagen voor het ambt van werkplaatsleider. Zij wordt apart georganiseerd voor deze twee ambten.

De vormingsdagen duren 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 8. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt over twee modules verdeeld. Deze modules worden enerzijds voor het ambt van directiesecretaresse georganiseerd en anderzijds voor het ambt van opvoeder-huismeester.

§ 2. De eerste module heeft als doel : de bekwaamheid tot het beheersen met open boek van teksten betreffende wetgevings- en verordeningmateries en de ontwikkeling van de bekwaamheid inzake administratiebeheer.

Voor het ambt van opvoeder-huismeester betreft het namelijk de bepalingen met betrekking tot het ambt betreffende de boekhouding, de reglementering inzake overheidsopdrachten, veiligheid en hygiëne, het beheer van schoolrefers, het administratief en werklieden personeel, statutair of contractueel en het basisoverlegcomité.

Voor het ambt van directiesecretaresse betreft het namelijk de bepalingen betreffende het ambt inzake het statuut van het onderwijzend personeel en opvoedend hulp personeel, de verlofdagen, het organiek reglement van de schoolinrichtingen, de administratieve documenten betreffende de personeelsleden, enkele elementen van de « opdrachtdecreten » en het basisoverlegcomité.

De tweede module heeft als doel het beheersen van de informatica-instrumenten bij de uitoefening van hun ambt.

§ 3. Elke module bedraagt vier vormingsdagen.

De vormingsdagen duren 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 9. De proef die de tweede vormingssessie voor de in de artikelen 19, 20 en 21 van het decreet bedoelde ambten bekrachtigt, wordt als volgt georganiseerd :

1° Alle kandidaten die de vorming gevolgd hebben, krijgen een attest van vorming. Slechts de kandidaten die een attest overleggen waarbij wordt bevestigd dat ze effectief minstens 75 % van de vorming gevolgd hebben, worden toegelaten de proef af te leggen.

2° De proef voor de kandidaten voor de in artikel 19 bedoelde ambten wordt als volgt opgesteld :

a) Voor de kandidaten voor de ambten van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool, bestaat de proef in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli en in een mondelinge leskritiek;

b) Voor de kandidaten voor het ambt van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs, bestaat de proef in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli en in een mondelinge leskritiek buiten de specialiteit van de kandidaat;

c) Voor de kandidaten voor de ambten van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, bestaat de proef in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli;

d) Voor de kandidaten voor het ambt van bestuurder, bestaat de proef in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli en in een mondelinge kritiek van de organisatie van een internaat op pedagogisch vlak;

e) Voor de kandidaten voor het ambt van inspecteur, bestaat de proef enerzijds in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli en in een mondelinge leskritiek van het vak (de vakken) van de kandidaat en anderzijds in een geschreven kritiek van een les in het vak (de vakken) van de kandidaat;

f) Voor de kandidaten voor het ambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, bestaat de proef in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat over het ambtsprofiel beschikt zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli;

3° De proef voor de kandidaten voor de ambten bedoeld in artikel 20 bestaat in een gesprek betreffende de twee vormingsmodules die de examencommissie zal moeten toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat beschikt over het ambtsprofiel zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli.

4° De proef voor de kandidaten voor de ambten bedoeld in artikel 21 bestaat in een gesprek betreffende de eerste vormingsmodule die de examencommissie zal moeten toelaten na te kijken, wat betreft de pedagogische vaardigheden, of de kandidaat beschikt over het ambtsprofiel zoals bepaald bij voornoemd besluit van de Regering van 4 juli en in een praktische proef betreffende de tweede module.

HOOFDSTUK III. — *De derde vormingssessies bedoeld in de artikelen 19 en 20 van voornoemd decreet van 4 juli 1999 en de proef die de bedoelde vormingen bekrachtigt*

Art. 10. § 1. De derde vormingssessie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, heeft als doel met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries te beheersen betreffende het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap en de vaardigheden tot het administratiebeheer te ontwikkelen.

De stof betreffende de wetgevings- en verordeningsmateries zal inzonderheid betrekking hebben op de organisatie van het basis-, secundair en buitengewoon onderwijs, de overheidsopdrachten, de administratieve en begrotingscontrole, het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch, sociaal personeel en het personeel van de inspectiedienst, de statuten van de leermeesters en leraars godsdienst, het statuut van het administratief en werkliedenpersoneel en de arbeidsovereenkomsten van het werkliedenpersoneel.

§ 2. De vorming wordt apart georganiseerd voor de kandidaten voor de ambten van :

- 1° directeur van een kleuter-, lagere of basisschool en bedraagt vier dagen;
- 2° studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs en bedraagt zes dagen;
- 3° provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs en bedraagt drie dagen;
- 4° bestuurder en bedraagt vier dagen;
- 5° inspecteur en bedraagt vier dagen;
- 6° coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming en bedraagt drie dagen.

De vormingsdagen duren 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 11. § 1. De derde vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 voor de ambten van werkmeester en werkplaatsleider heeft als doel de bekwaamheid met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries betreffende hun ambt te beheersen.

De wetgevings- en verordeningsmateries zullen inzonderheid elementen betreffen van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel en de reglementering inzake overheidsopdrachten, veiligheid en hygiëne, de reglementering voor de werken voor derden en de organisatie van de kwalificatieproeven.

§ 2. De vorming is gemeenschappelijk voor de twee bedoelde ambten en bedraagt vier dagen. De vormingsdagen duren 6 tot 8 uur.

De vorming wordt eerst 's weekends en gedurende de ontspanningsverlofdagen en de schoolvakantie georganiseerd.

Art. 12. De proef die de derde vormingssessie voor de in de artikelen 19 en 20 van het decreet bedoelde ambten bekrachtigt, wordt als volgt georganiseerd :

1° Alle kandidaten die de vorming gevolgd hebben, krijgen een attest van vorming. Slechts de kandidaten die een attest overleggen waarbij wordt bevestigd dat zij effectief minstens 75 % van de vorming gevolgd hebben, worden toegelaten deze proef af te leggen;

2° Een schriftelijke proef met open boek die de wetgevings- en verordeningmateries betreft respectievelijk bedoeld in de artikelen 10, § 1 en 11, § 1.

HOOFDSTUK IV. — *De samenstelling van de examencommissies*

Art. 13. Er worden 12 examencommissies opgericht met het oog op de uitreiking van de brevetten van :

1. studieprefect, directeur of directeur in het lager secundair onderwijs;
2. inspecteur in het lager secundair onderwijs of inspecteur in het hoger secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs;
3. inspecteur in het kleuter- of lager onderwijs, inspecteur voor zedenleer in het lager onderwijs en inspecteur voor speciale vakken in het lager onderwijs;
4. inspecteur voor het opvoedend hulppersoneel en inspecteur voor het paramedisch personeel;
5. directeur van een kleuter-, lagere of basisschool;
6. bestuurder;
7. provisor, onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs;
8. werkmeester;
9. werkplaatsleider;
10. directiesecretaresse;
11. opvoeder-huismeester;
12. coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming.

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E., van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek, stellen, ieder wat hem betreft, de voorzitter aan onder de leden van elke voornoemde examencommissie.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 14. De leden van het bestuurs- en onderwijzend en opvoedend hulppersoneel die kandidaat zijn voor de bevorderings- en selectieambten bedoeld in de artikelen 19 en 21 van voornoemd decreet van 4 januari 1999 en die toegelaten zijn op het einde van de proef die de eerste vormingssessie afsloot voor de bovenvermelde ambten, worden geacht voor de proef geslaagd te zijn betreffende de eerste vormingssessie.

Art. 15. § 1. De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel en paramedisch personeel die een eerste vormingssessie gevolgd hebben zonder toegelaten te zijn op het einde van de afsluitingsproef en die een attest overleggen waarbij wordt bevestigd dat ze effectief minstens 90 % van deze eerste vormingssessie gevolgd hebben, worden ervan vrijgesteld opnieuw aan deze sessie deel te nemen.

§ 2. De leden van het bovenvermeld bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel en paramedisch personeel zijn echter ertoe gehouden de proef af te leggen die de bedoelde eerste vormingssessie afsluit.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 mei 1999 tot inrichting van de vormingen voor de eerste sessie van de bevorderingsambten en de selectieambten bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21 waarbij vrijstellingen worden verleend en de proeven ter bekrachtiging van de vormingen worden ingericht, bij toepassing van de artikelen 23 en 24 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 2001 tot inrichting van de vormingen voor de tweede sessie van de bevorderingsambten en de selectieambten bedoeld bij de artikelen 19, 20 en 21, van de derde sessie van de bevorderingsambten en de selectieambten bedoeld bij de artikelen 19 en 20, en van de proeven ter bekrachtiging van de vormingen, bij toepassing van de artikelen 23 en 24 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden opgeheven.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E., de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS